FS2 CSA du 17 juin 2024
Liminaire

"Quand une démocratie est malade, le fascisme vient toujours à son chevet, mais ce n'est jamais pour prendre de ses nouvelles"

Albert Camus

Mme la Présidente,

nous y voilà! Au pied du mur, où nous a mené ce sinistre pouvoir ultra-libéral et ses alliés ultra-capitalistes. Ce dimanche, plus de 30% des votants ont désigné comme vainqueur de l'élection française le parti d'extrême droite le mieux élu d'Europe. La claque est monumentale et la dissolution annoncée dans la foulée par un vaniteux vexé irresponsable ressemble à un mauvais rêve.

Pourtant, nous ne sommes pas surpris et nous croyons que vous ne devriez pas l'être: depuis combien de temps l'ensemble des organisations syndicales, à tous les niveaux du paritarisme, avertissent-elles l'administration que le lien est rompu avec les administrés?

Quand l'administration,telle une boussole qui indique le sud, cornaquée par les élus d'un pouvoir décomplexé, s'autodétruit dans des réformes permanentes. Quand les missions se réduisent comme peau de chagrin, quand la politique publique se réduit au mantra de la réduction des budgets et à l'auto-satisfecit des privatisations successives.
Que croyez-vous que feront les électeurs?

Quand le modèle social est attaqué de toutes parts, que l'hôpital sombre et que l'éducation dévisse, quand l'ascenseur social ne monte plus, quand les quartiers sont abandonnés aux gangs, que croyez-vous que feront les électeurs?

Quand on brade les bijoux de famille, les champions nationaux du transport ou de l'énergie, quand le tout numérique promeut les déserts administratifs et renforce l'inaccessibilité due à l'illectronisme, que croyez-vous que feront les électeurs?

Quand le pouvoir d'achat implose en même temps qu'explosent les inégalités de revenus, de patrimoines et l'ultra-richesse,
Quand les réformes s'acharnent par vagues sur les chômeurs, les pauvres, et les travailleurs, en augmentant les trimestres autant qu'on dégomme les pensions, au mépris des électeurs à qui l'on crache au visage des armoires entières de 49-3,
Quand syndicalistes et manifestants sont délégitimés sinon brutalisés,
Quand on dézingue et stigmatise le statut du fonctionnaire à longueur de plateaux,
que croyez-vous que feront les électeurs?

Et oui, Mme la Présidente, le pouvoir absolu a ses limites, surtout quand il est détenu par un personnage manifestement vêtu d'un costume trop grand pour lui et ses valets sans conscience. Tous sont surtout incapables de répondre aux enjeux du moment, de la répartition des richesses à l'urgence climatique, autrement que par la politique du très court terme et du choix des bénéficiaires.

A notre niveau, nous ne pouvons que déplorer le choix qu'ont fait nos dirigeants administratifs de fracasser le service public Nous l'avons largement évoqué, à tous les niveaux du dialogue social, c'est une saignée continue de nos effectifs, de nos missions, de nos moyens, de nos droits syndicaux, qu'organise et

accompagne le ministère de l’Économie et des Finances.
Alors oui, les LDG, les transferts de fiscalité qui annihilent les recettes, les politiques de réduction des dépenses dogmatiques et destructrices de service public, la loi Essoc, incarnent l'abandon progressif de la mission de contrôle de l'Etat. La privatisation de Grands Comptes VIP au profit d'entreprises ni vertueuses ni exportatrices mais surtout dé-localisatrices, au détriment d'ailleurs du service de proximité pour tous, marque le net recul du service douanier.
Et à notre niveau, Mme la Présidente, cela participe aussi de la perte de confiance des administrés et de leur ras-le bol devant l'acharnement sur le modèle social.

Aujourd'hui, alors que les électeurs cherchent des mauvaises réponses à leurs justes questionnements, quelle peut être la réponse des administrations? L'intersyndicale a communiqué le 10 juin dernier et demandé des réponses immédiates à l'urgence sociale et environnementale. Dans le champ politique, une union de front populaire se construit, consciente de l’urgence des enjeux, pour faire barrage à l'extrême droite.
De notre côté, nous nous sommes mis en ordre de marche, parce que nous savons ce qu'était le front populaire de 36, un barrage contre l'extrême droite des croix de feu alliée au grand patronat. Et nous savons ce que , contre toute attente, il avait arraché avant que le nazisme renverse la table européenne.

Il est urgent que nos dirigeants administratifs se positionnent aussi clairement que nous l'avons fait, nous, depuis longtemps, pour défendre nos missions, nos emplois, nos salaires et notre idée d'un service public démocratique.